

République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



DIRECTION GENERALE DES FINANCES

RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE PREMIER TRIMESTRE 2015

Mai 2015

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
CONTEXTE	4
I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL	4
II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL	8
II.1.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel.....	11
a) Les dépenses ordinaires hors personnel :	11
b) Les dépenses en capital sur ressources internes:	14
II.1.2 Dépenses de personnel.....	16
II.2 Dépenses sur ressources extérieures.....	19
III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	20
III.1 Les comptes d'affectation spéciale.....	20
III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR).....	20
III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale	22
III.2 Le compte de commerce.....	22
III.3 Les comptes de prêts	22
III.4 Les comptes d'avance	22
III.5 Les comptes de garanties et d'aval	22

Liste des Graphiques :

<i>Graphique 1: Evolution des principale ligne de recettes (en milliards de francs CFA)</i>	4
<i>Graphique 2: Contribution des différents sous-secteurs à la formation de la TVA dans le secondaire</i>	5
<i>Graphique 3: Service de la dette publique au titre du 1er trimestre 2015 (en milliards)</i>	12
<i>Graphique 4: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel</i>	19
<i>Graphique 5: Situation du FNR au premier trimestre 2015</i>	22

Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31 mars 2015 (en milliards)</i>	10
<i>Tableau 2: Service de la dette publique au titre du 1er trimestre 2015 (en milliards)</i>	12
<i>Tableau 3 : Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement</i>	13
<i>Tableau 4: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants</i>	13
<i>Tableau 5: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat</i>	15
<i>Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital</i>	155
<i>Tableau 7: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général hors personnel en glissement annuel</i>	16
<i>Tableau 8 : Masse salariale par mois sur le premier trimestre 2015 (en FCFA)</i>	17
<i>Tableau 9: Niveaux comparés des charges de personnel en glissement annuel</i>	17
<i>Tableau 10: Projets financés sur ressources extérieures</i>	20
<i>Tableau 11: Recettes du FNR et nombre de cotisants au premier trimestre 2015</i>	20
<i>Tableau 12: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au premier trimestre 2015</i>	21

Liste des annexes

<i>ANNEXE 1: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1er semestre 2014 (en milliards)</i>	23
<i>ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 31 mars 2015 en FCFA</i>	24
<i>ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 31 mars 2015 (hors dette et hors personnel)</i>	25
<i>ANNEXE 4 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par Titre.</i>	26

SIGLES ET ABREVIATIONS

AE	Autorisation d'exécution
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CESE	Conseil économique, social et environnemental
CFA	Communautés financières d'Afrique
FMI	Fonds monétaire international
FNR	Fonds national de Retraite
FSIPP	Fonds de Sécurisation des Importations de produits pétroliers
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette multilatérale
IMF	Impôt minimum forfaitaire
IS	Impôt sur les sociétés
PPTE	(initiative en faveur des) Pays pauvres très endettés
PSE	Plan Sénégal Emergent
PTF	Partenaires Techniques et financiers
SIGFiP	Système intégré de gestion des Finances publiques
TBS	Taxes sur les biens et services
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte, pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2015, de l'exécution de la loi n° 2014-30 du 16 décembre 2014, portant loi de finances pour l'année 2015. Il est destiné à l'information des citoyens ainsi que de leurs représentants à l'Assemblée nationale, conformément à l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances.

Le rapport décrit la situation d'exécution des recettes internes ainsi que des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor, pour le premier trimestre 2015, tout en procédant à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il importe cependant de souligner que les crédits alloués aux postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires étrangères et des sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas retracés dans la présente situation d'exécution. En effet, ces structures situées à l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au Système intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFIP), ce qui ne permet pas une disponibilité immédiate de leurs données budgétaires.

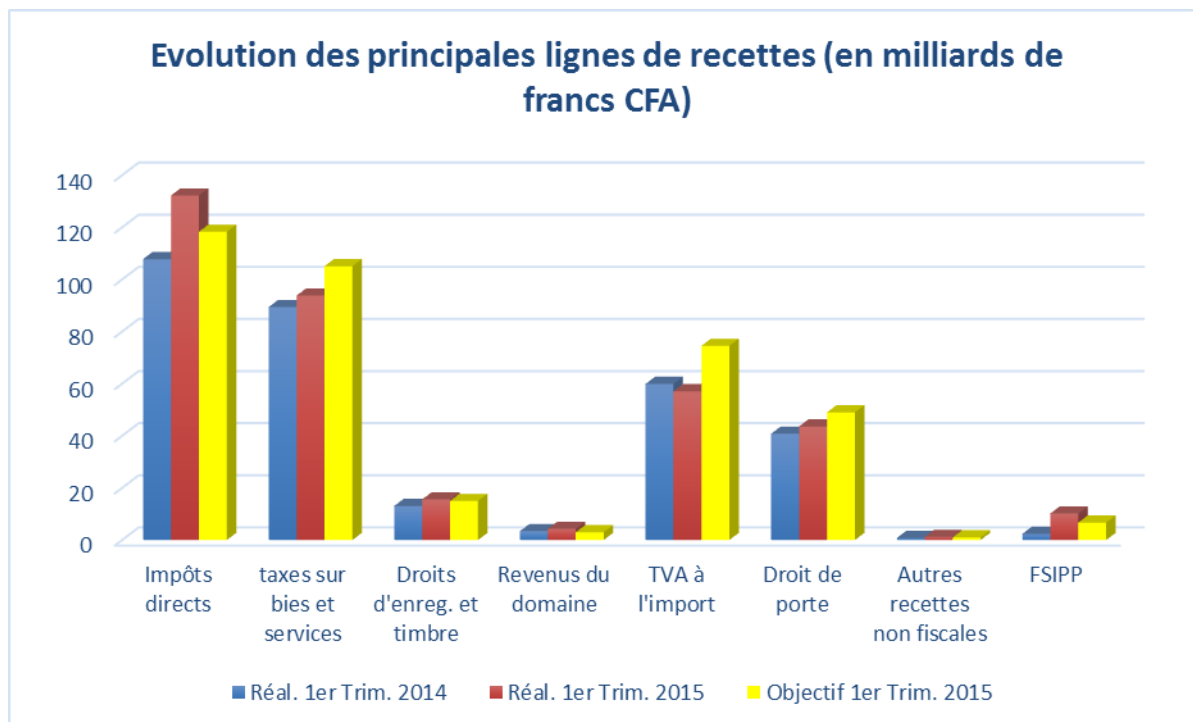
Mais cette insuffisance du système d'information est en train d'être corrigée progressivement et l'objectif du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan est de se rapprocher de plus en plus de l'exhaustivité, pour une information complète des utilisateurs du rapport trimestriel d'exécution budgétaire.

I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les recouvrements des recettes budgétaires au cours du premier trimestre 2015 se sont établis à 358 milliards, soit une augmentation de 40,4 milliards en valeur absolue et 12,7% en valeur relative par rapport à la même période de l'année 2014. Comparé à l'objectif fixé à 373 milliards, il ressort une moins-value de 15 milliards et un taux de réalisation de 96%.

Cette contre-performance par rapport à l'objectif découle essentiellement des recettes douanières et des taxes sur les biens et services qui affichent des moins-values respectives de 22,8 milliards et 11,3 milliards.

Graphique 1 : Evolution des principales lignes de recettes (en milliards de francs CFA)



- Les impôts directs

Les impôts directs ont enregistré un recouvrement de 132,2 milliards sur un objectif de 118,3 milliards, soit une plus-value de 13,9 milliards. Comparativement à la même période de l'année 2014, il se dégage un écart positif de 24,4 milliards, soit un bond de 22,6%. Ce comportement de la ligne "impôts directs" est imputable à l'impôt sur les sociétés (IS) qui comptabilise une plus-value de 10,1 milliards. Il faut noter que le relèvement du plafond de l'impôt minimum forfaitaire (IMF) à 20 millions a induit une plus-value de 2,04 milliards.

Une analyse approfondie de la situation des gros contributeurs fait ressortir une nette amélioration du premier acompte par rapport à l'année 2014. En effet, les entreprises comme la SONATEL, PATISEN et les Grands Moulins de Dakar ont réalisé, à elles seules, 15,6 milliards (contre 6,25 milliards un an auparavant). Cette performance n'est pas tributaire de la conjoncture économique puisque le premier acompte se calcule sur la base des déclarations de l'exercice antérieur.

- Les taxes sur les biens et services (TBS)

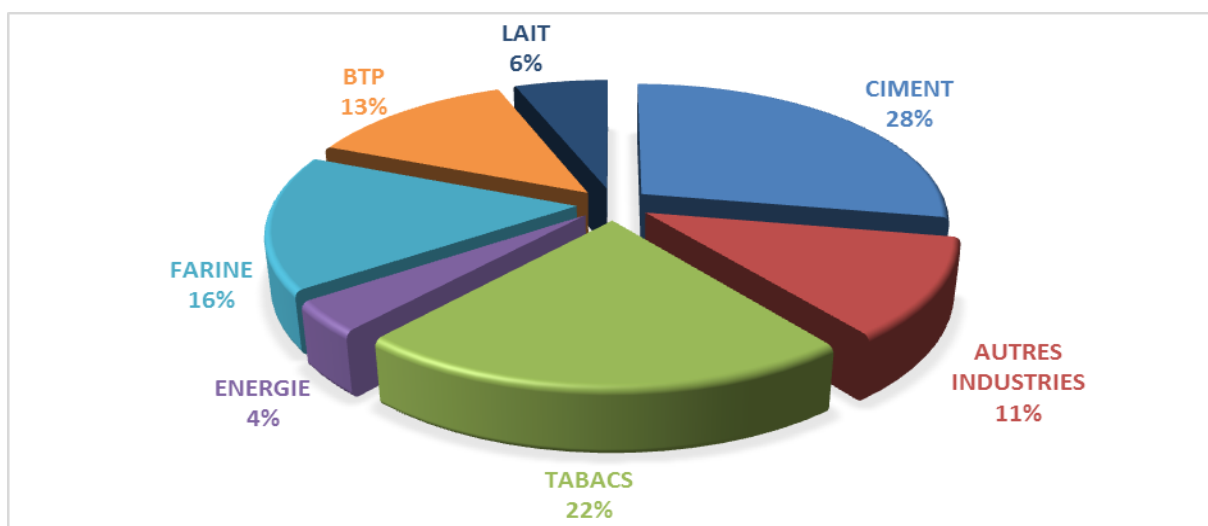
Les services compétents de la DGID ont recouverts au 31 mars 2015 un montant global de 93,8 milliards sur un objectif de 105,1 milliards, dégageant ainsi une moins-value de 11,3

milliards. En dépit de cette contre-performance, la ligne TBS enregistre un glissement annuel de 4,4 milliards en valeur absolue et 4,9% en valeur relative.

Ces réalisations peu reluisantes proviennent, pour l'essentiel, du mauvais comportement des taxes spécifiques (-1,3 milliard sur le pétrole et -0,8 milliard sur les produits hors pétrole) et sur la TVA intérieure qui comptabilise une moins-value de 9 milliards (dont 8,3 milliards sur les produits hors pétrole et 0,7 milliard sur le pétrole). Cette situation trouve son explication dans l'évolution de l'activité de certains secteurs de l'économie nationale.

Pour le secteur secondaire par exemple, la contribution à la formation de la ligne "TVA intérieure" a baissé de 0,3 milliard entre 2014 et 2015. La répartition par secteur de ces recouvrements est illustrée par le graphique ci-après.

Graphique 2 : Contribution des différents sous-secteurs à la formation de la TVA dans le secondaire



Source : DGID

Paradoxalement, le secteur secondaire s'est bien comporté au cours des mois de décembre 2014, janvier et février 2015 (avec une augmentation de 79 milliards du chiffre d'affaires des entreprises du secteur), ce qui aurait dû se refléter sur les TBS, très sensibles à la conjoncture. Cette embellie ne s'est malheureusement pas ressentie sur les recettes du fait de la baisse du chiffre d'affaires taxable de 8,5 milliards découlant d'une augmentation des affaires non soumises à la TVA (+56,5 milliards). Les améliorations du chiffre d'affaires taxable des sous-secteurs du BTP (+10,5 milliards), de l'industrie plastique ((+1,5 milliard) et du sucre (+4,9 milliards) ainsi que la baisse des crédits de déduction, n'ont pas permis de compenser la baisse du chiffre d'affaires du sous-secteur de la cimenterie (-4,9 milliards), du lait (-3,5 milliards), de la farine (-12,6 milliards) et des industries mécaniques (-1,6 milliard).

Il s'y ajoute que la crise qui frappe SUNEOR continue de peser sur le sous-secteur des corps gras alimentaires. En effet, nonobstant la hausse du chiffre d'affaires de 7,9 milliards notée dans l'industrie de l'huilerie, aucune TVA intérieure n'a été recouvrée.

Quant au secteur tertiaire, sa contribution aux recettes (issues de la TVA intérieure) n'a été que de 11,74 milliards (contre 16,9 milliards au premier trimestre 2014). Ces ressources proviennent, pour l'essentiel, du sous-secteur des télécommunications (pour 4,46 milliards) et du commerce (pour 2,1 milliards).

Le sous-secteur du transport se relève difficilement de la crise engendrée par la fermeture des frontières à cause de l'épidémie à virus Ebola et ses conséquences sur les réservations des touristes.

- **Le Fonds de Sécurisation des Importations de produits pétroliers (FSIPP)**

Le FSIPP affiche une plus-value de 3,5 milliards essentiellement due à la chute des cours mondiaux du baril de pétrole qui n'est pas immédiatement répercutée sur les prix à la pompe.

- **Les droits de porte**

Les droits de porte accusent un déficit de 22,8 milliards de FCFA par rapport aux prévisions trimestrielles, dont 16,7 milliards sur la seule ligne TVA hors pétrole.

En soi, d'un point de vue économique, cela n'est pas une mauvaise nouvelle pour l'économie sénégalaise car la baisse des importations peut, sous réserve d'analyses plus approfondies, être corrélée avec la hausse de la production intérieure au cours de la même période.

Par contre, comme en matière de fiscalité intérieure, les variations des recettes douanières pourraient également être expliquées, au moins pour partie, par des facteurs indépendants du comportement de l'économie (entrée en vigueur du TEC CEDEAO, phénomène de fraude sur les quittances de paiement récemment mis à jour au niveau de la Perception de Dakar-Port, etc.).

- **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales se sont bien comportées au premier trimestre 2015. Les réalisations au titre des revenus du domaine s'affichent à 4,3 milliards, sur un objectif trimestriel arrêté à

3 milliards. Quant aux produits financiers et autres recettes non fiscales, les recouvrements ont atteint 1,2 milliard, pour un objectif de 1 milliard.

Comparé à la même période de l'année 2014, on constate un glissement annuel positif de 0,9 milliard et 0,4 milliard respectivement sur les revenus du domaine et les produits financiers et autres recettes non fiscales.

- Les dons budgétaires

Les dons budgétaires estimés dans la loi de finances pour 2015 à 35 milliards ont été réalisés au premier trimestre 2015 à hauteur de 3,4 milliards. Ce montant concerne l'appui budgétaire canadien destiné au secteur de l'Education.

- Autres ressources

Au 31 mars 2015, les autres ressources affichaient un niveau de mobilisation de 242,11 milliards. Elles sont constituées des recettes exceptionnelles (dont PPTE/IADM) pour 11,48 milliards, des émissions de bons du Trésor pour 87 milliards, des émissions d'obligations à hauteur 141,91 milliards et de remboursements de prêts rétrocédés pour 1,1 milliard.

Par rapport à la même période de l'année 2014, on note une forte progression des autres Emprunts (Emissions d'obligations : +106,92 milliards) et des émissions de bon du trésor (+44,345 milliards).

II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 Dépenses sur ressources internes

Prévus pour un montant global de 2371,78 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2015, les crédits du budget général ont été portés à 2400,68 milliards FCFA par les reports de crédits d'investissement.

Les crédits du budget général sont engagés, au 31 mars 2015, à hauteur de 598,980 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 24,95%. En comparaison avec 2014, le montant des engagements a augmenté de 153,885 milliards soit un taux d'accroissement de 34,57%. Le niveau du taux d'exécution a également progressé de 5,68 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année dernière.

Au regard de la trimestrialisation des dépenses du budget général qui donne un niveau prévisionnel de dépenses de 600,17 milliards au premier trimestre 2015, les engagements

effectués pour un montant de 598,980 milliards sont satisfaisants, l'écart n'étant que de 1,19 milliard.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31 mars 2015 (en milliards)

Titre	Prévision (1)	Modifications (2)	Report de crédits (3)	Total prévision (4) = 1+ 2+ 3	Engagement (5)	taux d'engagement des crédits (6)= 5/4	Liquidation (7)	Taux de liquidation des engagements (8) = 7/5	Ordonnancement (9)	Taux d'ordonnancement des liquidations (10)=9/7	Paiement (11)	Reste à payer ou à prendre en charge (12) = 7 - 9
Titre 1- Dette publique	598,01			598,01	174,13	29%	174,13	100%	174,13	100,0%	174,13	0,00
Titre 2- Dépenses de personnel	510,00			510,00	135,75	27%	135,75	100%	135,75	100,0%	135,75	0,00
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	359,49	-5,77		353,72	105,62	30%	63,97	61%	63,31	99,0%	48,53	14,78
Titre 4- Transferts courants	347,09	5,77		352,86	88,54	25%	88,54	100%	88,02	99,4%	82,38	5,63
Total dépenses ordinaires	1814,60	0,00	0,00	1814,60	504,04	28%	462,39	92%	461,21	99,7%	440,79	20,42
Total dépenses ordinaires hors personnel	1304,60	0,00	0,00	1304,60	368,30	28%	326,64	89%	325,46	99,6%	305,04	20,42
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	193,43	-8,99	1,96	186,40	23,64	13%	15,85	67%	15,81	99,8%	6,62	9,20
Titre 6- Transferts en capital	363,75	8,99	26,93	399,68	71,29	18%	70,89	99%	70,39	99,3%	65,58	4,81
Total Investissement	557,19	0,00	28,90	586,08	94,94	16%	86,74	91%	86,21	99,4%	72,20	14,01
TOTAL BG	2371,78	0,00	28,90	2400,68	598,98	24,95%	549,13	92%	547,41	99,7%	512,98	34,43

II.1.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

a) Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits ouverts, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants,) ont été arrêtés à un montant de 1304,596 milliards. Ils sont exécutés comme suit :

- Engagement : 368,296 milliards FCFA soit 28,23% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge, pour le premier trimestre 2015;
- Liquidation : 326,639 milliards FCFA, soit 88,69% des engagements; il correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- Ordonnancement : 325,459 milliards FCFA, soit 99,64% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- Paiement : le montant des paiements au 1^{er} trimestre 2015 est arrêté à 305,040 milliards FCFA, soit un taux de paiement de 93,73% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 20,419 milliards FCFA.

En outre, un montant de **4,481** milliards FCFA a été exécuté sous forme d'avance à régulariser.

- **La dette publique** : Le montant des paiements, au titre du service de la dette publique pour le 1^{er} trimestre 2015 est arrêté à 174,13 milliards FCFA dont 126,55 milliards FCFA pour le principal et 47,58 milliards FCFA pour les intérêts et commissions. Le montant des ordres de paiements envoyés à la BCEAO pour le règlement de la dette extérieure est de 58,05 milliards FCFA, tandis que pour la dette intérieure, le montant des paiements est de 116,08 milliards FCFA et concernent les instruments de plus d'un an, la dette vis-à-vis du FMI et du fonds koweïtien.

Le taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique s'est établi à 29,12% au 31 mars 2015.

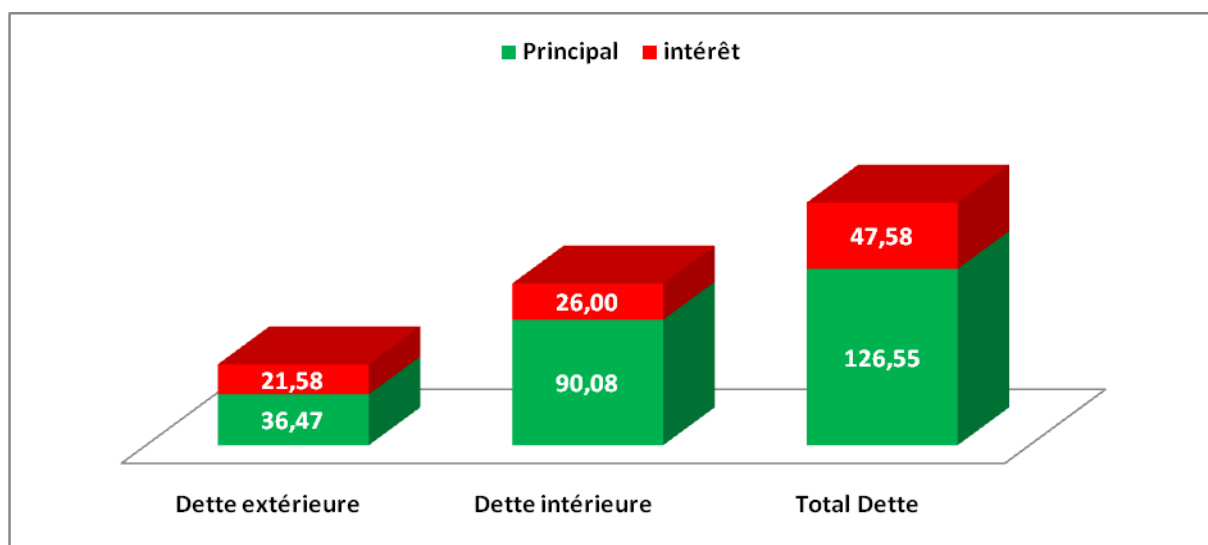
En comparaison avec le premier trimestre 2014, nous avons une évolution positive de 106,45 milliards en 2015, soit 61% de hausse en valeur relative.

Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2015.

Tableau 2: Service de la dette publique au titre du 1^{er} trimestre 2015 (en milliards)

Dette publique 2015	T1_2015	T1_2014	Ecart T1_2015/T1_2014	
			valeur	%
Dette extérieure	58,05	25,51	25,51	44%
<i>Principal</i>	36,47	15,80	20,67	131%
<i>intérêt</i>	21,58	9,71	11,87	55%
Dette intérieure	116,08	42,17	73,91	64%
<i>Principal</i>	90,08	32,14	57,94	64%
<i>intérêt</i>	26	10,03	15,97	61%
Dette publique totale	174,13	67,68	106,45	61%

Graphique 3: Service de la dette publique au titre du 1er trimestre 2015 (en milliards)



- **Les dépenses de fonctionnement** : Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration. Les niveaux d'exécution se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le premier trimestre 2015 :

- **Engagement** : 105,623 milliards FCFA ; soit 29,9% des crédits ouverts ;
- **Liquidation** : 63,966 milliards FCFA; soit 60,56% des engagements ;
- **Ordonnancement** : 63,313 milliards FCFA; soit 98,98% des liquidations ;
- **Paiement** : 48,529 milliards FCFA; soit 76,65% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 14,784 milliards FCFA ;

- **Caisse d'avance à régulariser** : 3,842 milliards.

Les montants des engagements et des paiements au premier trimestre de 2015 ont progressé respectivement de +27,60% et +16,74% par rapport à la même période de 2014. Les taux d'engagement et de paiement ont également progressé respectivement de 7,91 et 7,87 points de pourcentage. Seul le taux de liquidation a connu une baisse de plus de 14 points.

Tableau 3 : Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement

Niveau d'exécution	Trim.1 2014	Trim.1 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	22,0%	29,9%	7,91%
taux de liquidation des engagements	75,3%	60,6%	-14,8%
taux d'ordonnancement des liquidations	96,9%	99,0%	2,1%
taux de Paiement des ordonnancements	68,8%	76,6%	7,87%

- **Les transferts courants** : Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc... Les niveaux d'exécution se présentent comme suit :

Niveau d'exécution sur le premier trimestre :

- **Engagement** : 88,543 milliards FCFA ; soit 25,1% des crédits ouverts ;
- **Ordonnancement** : 88,016 milliards FCFA ; soit 99,4% des engagements ;
- **Paiement** : 82,381 milliards FCFA ; soit 93,6% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 5,635 milliard FCFA;
- **Caisse d'avance à régulariser** : 0,639 milliard FCFA.

Au total, les dépenses ordinaires hors personnel, engagées pour le 1^{er} trimestre 2015, s'élèvent à un montant de 368,296 milliards, en hausse de 135,812 milliards par rapport à la même période de l'année 2014. Les paiements effectifs ont également évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 114,784 milliards en valeur absolue et 60,3% en valeur relative.

En comparaison avec le premier trimestre 2014, le taux d'engagement est légèrement plus faible avec un écart de 1,2 point de pourcentage. Le taux d'ordonnancement est quasiment au même niveau entre les deux périodes et le taux de paiement a reculé de 5,2 points.

Tableau 4: Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

Niveau d'exécution	Trim.1 2014	Trim.1 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	26,3%	25,1%	-1,2%
taux d'ordonnancement des engagements	100,0%	99,4%	-0,6%
taux de Paiement des ordonnancements	98,8%	93,6%	-5,2%

Par ailleurs, sur la base de la trimestrialisation des dépenses ordinaires hors personnel qui aboutit à des prévisions de 326,149 milliards par trimestre, le niveau d'engagement de 368,296 milliards est supérieur de 42,147 milliards.

b) Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 557,186 milliards. Elles ont été portées à un montant de 586,081 milliards par les reports de crédits d'investissement d'un montant de 28,895 milliards.

Les crédits d'investissement se répartissent en investissements exécutés par L'Etat pour un montant de 186,401 milliards (31,8%) et en transferts en capital pour un montant de 399,680 milliards (68,2%).

- **Les investissements exécutés par l'Etat :** Il s'agit des dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés comme suit :

Niveau d'exécution sur le premier trimestre de 2015 :

- **Engagement :** 23,643 milliards FCFA; soit 12,68% des crédits ouverts ;
- **Liquidation :** 15,851 milliards FCFA; soit 67,04% des engagements ;
- **Ordonnancement :** 15,813 milliards FCFA; soit 99,76% des liquidations ;
- **Paiement :** 6,618 milliards FCFA, soit 41,85% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 9,195 milliards FCFA;
- **Caisse d'avance à régulariser :** 1,06 milliard FCFA.

Tableau 5: Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

Niveau d'exécution	Trim.1 2014	Trim.1 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	14,79%	12,68%	-2,11%
taux de liquidation des engagements	47,62%	67,04%	19,42%
taux d'ordonnancement des liquidations	92,52%	99,76%	7,24%
taux de Paiement des ordonnancements	51,69%	41,85%	-9,84%

- **Les transferts en capital** : Ils sont destinés aux investissements exécutés par les établissements publics, les agences et autres structures assimilées. Les niveaux d'exécution sont analysés comme suit :

Niveau d'exécution sur le premier trimestre 2015 :

- **Engagement** : 71,293 milliards FCFA; soit 17,84% des crédits ouverts ;
- **Ordonnancement** : 70,393 milliards FCFA; soit 99,29% des engagements ;
- **Paiement** : 65,578 milliards FCFA; soit 93,16% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 4,815 milliards FCFA.

Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

Niveau d'exécution	Trim.1 2014	Trim.1 2015	Ecart
taux d'engagement des crédits	16,6%	17,8%	1,2%
taux d'ordonnancement des engagements	99,7%	98,7%	-1,0%
taux de Paiement des ordonnancements	93,8%	93,2%	-0,6%

Au total, les dépenses en capital sur ressources internes, engagées pour le 1^{er} trimestre 2015, s'élèvent à un montant de 94,936 milliards et sont en baisse de 1,724 milliards comparativement à la même période de l'année 2014. Par contre, les paiements effectifs ont évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 4,31 milliards en valeur absolue et 6,3% en valeur relative.

Le niveau prévisionnel des dépenses d'investissements sur ressources internes (dépenses en capital exécutés par l'Etat et dépenses de transfert en capital) sur le premier trimestre 2015 étant de 139,3 milliards, il subsiste un écart de 44,36 milliards imputable pour 23 milliards au

niveau d'engagement des dépenses en capital exécutés par l'Etat et pour 21,4 milliards à celui des transferts en capital. Cette situation s'explique par le besoin de temps pour la maturité des dépenses d'investissements qui n'intervient en général qu'à partir du troisième trimestre.

En comparaison avec le premier trimestre 2014, les taux d'engagement, d'ordonnancement et de paiement sont quasiment au même niveau sur les deux périodes.

Le tableau ci-après compare la situation d'exécution du 1^{er} trimestre 2015 à celle de la même période de l'année précédente. Le graphique de l'annexe 3 compare les taux d'engagement global des crédits par section au 31 mars 2015. Il montre une nette disparité dans la mobilisation des crédits.

Tableau 7: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général hors personnel en glissement annuel

Titres	Engagement			Liquidation			Ordonnancement			Paiement		
	31/03/2014	31/03/2015	Ecart	31/03/2014	31/03/2015	Ecart	31/03/2014	31/03/2015	Ecart	31/03/2014	31/03/2015	Ecart
Titre 1- Dette publique	67,68	174,13	106,45	67,68	174,13	106,45	67,68	174,13	106,45	67,68	174,13	106,45
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	82,78	105,62	22,85	62,36	63,97	1,61	60,44	63,31	2,88	41,57	48,53	6,96
Titre 4- Transferts courants	82,03	88,54	6,52	82,03	88,54	6,52	82,02	88,02	5,99	81,01	82,38	1,37
Total dépenses ordinaires hors personnel	232,48	368,30	135,81	212,07	326,64	114,57	210,14	325,46	115,32	190,26	305,04	114,78
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	31,79	23,64	-8,14	15,14	15,85	0,71	14,01	15,81	1,81	7,24	6,62	-0,62
Titre 6- Transferts en capital	64,88	71,29	6,42	64,88	70,89	6,02	64,68	70,39	5,72	60,65	65,58	4,93
Total Investissement	96,66	94,94	-1,72	80,01	86,74	6,73	78,68	86,21	7,53	67,89	72,20	4,31
TOTAL BUDGET GENERAL HORS PERSONNEL	329,14	463,23	134,09	292,08	413,38	121,31	288,82	411,67	122,85	258,14	377,24	119,09

II.1.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel du premier trimestre 2015 s'élèvent à 135,748 milliards FCFA, soit 26,62% du montant des prévisions initiales de la masse salariale qui s'élève à 510 milliards FCFA.

Au cours du premier trimestre 2015, la tendance évolutive constatée est en dents de scie avec une baisse de 6,607 milliards entre janvier et février suivi d'une hausse de 1,504 milliard FCFA entre février et mars.

Tableau 8 : Masse salariale par mois sur le premier trimestre 2015 (en FCFA)

Période	Janvier	Février	Mars	Cumul (trimestre)	Moyenne mensuelle
Masse salariale	49 152 616 988	42 545 438 053	44 049 544 033	135 747 599 074	45 249 199 691

En 2014, à la même période, il a été exécuté une masse salariale d'un montant de 116,7 milliards de francs de FCFA sur un total annuel réalisé de 485,3 milliards de FCFA, soit un taux de 24%.

L'écart entre les premiers trimestres 2015 et 2014 se chiffre à 19,0 milliards de FCFA, mais rapportée aux prévisions annuelles correspondantes, l'amplitude est de 2,6 points.

Tableau 9: Niveaux comparés des charges de personnel en glissement annuel

	Janvier	Février	Mars	Cumul (trimestre)	Moyenne mensuelle
Masse salariale 2014	40 374 423 640	38 108 686 167	38 892 814 444	117 375 924 251	39 125 308 084
Masse salariale 2015	49 152 616 988	42 545 438 053	44 049 544 033	135 747 599 074	45 249 199 691

La trimestrialisation des prévisions de la masse salariale en 2015 donne 127,5 milliards de FCFA/trimestre et traduit, pour le premier trimestre, un **dépassement** de 8,2 milliards en valeur absolue, soit 6,1% en valeur relative, contre, en 2014, des économies de 4,6 milliards en valeur absolue, soit 4% en valeur relative.

Le **dépassement** de **8,2 milliards de FCFA** noté au terme du premier trimestre 2015 s'explique par les facteurs suivants :

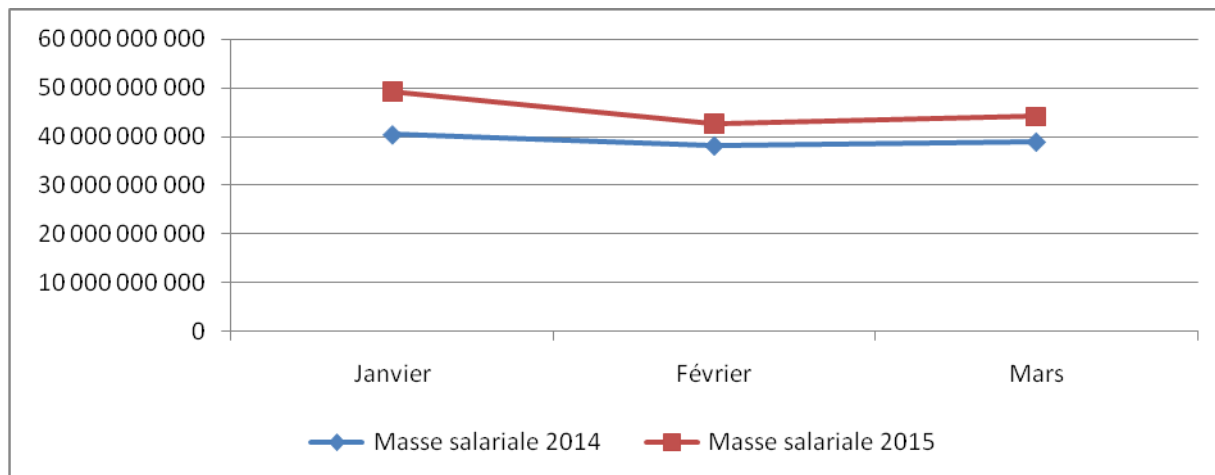
- **la prise en compte** de factures d'hôpitaux et pharmacies supplémentaires pour un montant de 1,46 milliard de FCFA ;
- **l'exécution de mesures catégorielles non prévues dans la loi de finances initiale 2015** pour un montant de **3,65 milliards de FCFA** parce qu'intervenues après le

dépôt du projet de loi de finances pour l'année 2015 à l'Assemblée nationale. Il s'agit de **(ii)** l'extension de l'indemnité de contrôle et d'encadrement pédagogique aux inspecteurs de l'enseignement moyen secondaire et aux inspecteurs de la jeunesse, **(iii)** la régularisation de salaires (rappels d'intégration aux Professeurs Contractuels et Maîtres Contractuels), d'un surplus de 2 614 agents. En effet, il était budgétisé un nombre de 4 000 sur la base d'une moyenne des intégrations de ces dernières années, alors qu'il a été réalisé 6 614 intégrations ; et **(iv)** la prise en compte de 800 policiers sortant de l'Ecole Nationale de Formation de la Police qui étaient prévus pour percevoir un pécule dans le Fonds d'Avance militaire (composante de la masse salariale) ;

- **l'augmentation des dépenses de « caisse »**, en l'occurrence l'approvisionnement des comptes de dépôt de l'Assemblée nationale et du Conseil économique, social et environnemental (CESE), pour la prise en charge des dépenses de personnel. Pour le premier trimestre 2015, le montant exécuté est de **5,77** milliards de FCFA, contre 2,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2014, soit une augmentation de 3,47 milliards de FCFA. Comparativement à la trimestrialisation des crédits d'un montant de 15,55 milliards de FCFA ouverts en 2015 au titre des dépenses de personnel de l'Assemblée Nationale et du CESE, et qui aboutit à un plafond de 3,89 milliards de FCFA/trimestre, il subsiste un écart de **1,88 milliards de FCFA**. Il convient de noter que pour les trois (3) trimestres restant de l'année 2015, les dépenses de personnel de l'Assemblée nationale et du CESE seront moins importantes que celles du premier trimestre et inférieures au plafond de 3,89 milliards de FCFA puisqu'elles se situeront à environ 3,26 milliards de FCFA par trimestre ;
- **la révision des dépenses du personnel local des Ambassades** qui ont augmenté de **750 millions de FCFA** au cours du premier trimestre 2015. Ces dépenses sont passées de 250 millions de FCFA/mois à 500 millions de FCFA/mois ;

- **le paiement indu d'indemnités de logement à des non ayants-droit** pour un montant de **465 millions de FCFA** ; ce qui a donné lieu à des ordres de recette exécutés au moyen de la procédure de « Trop perçu sur salaire » (TPS).

Graphique 4: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel



II.2 Dépenses sur ressources extérieures

Au cours du premier trimestre 2015, le montant total des décaissements des projets de développement financés sur ressources extérieures s'élève à 67,774 milliards de francs CFA réparti en emprunts pour 36,366 milliards de francs CFA et 31,407 milliards de francs CFA en subventions. Soit un taux d'exécution au 31 mars de 16,7 % par rapport aux prévisions annuelles de tirages sur ressources extérieures.

Comparativement à la même période de 2014 (58,985 milliards), les tirages ont augmenté de 8,789 milliards francs CFA en valeur absolue et de 14,90 % en valeur relative.

Les principaux décaissements en 2015 concernent les sous-secteurs ci-après :

- Infrastructures et Services de Transports : 25,9 milliards ;
- Agriculture : 12,04 milliards ;
- Hydraulique et Assainissement : 9,9 milliards ;
- Education et Formation : 4,9 milliards ;
- Santé-Nutrition : 4,2 milliards ;
- Energie : 2 milliards ;
- Elevage : 1,4 milliards.

Sept (7) conventions de financement, d'un montant total de 58,236 milliards francs CFA, ont été conclues dans la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2015 pour la mise en œuvre des projets suivants :

Tableau 10: Projets financés sur ressources extérieures

INTITULE	Montant en devises	Montant en F.CFA
Projet d'appui à la Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre PASNEEG	1.650.000 EUROS	1 082 329 050
Projet d'appui à la CNAAS	1.090.000.000 F.CFA	1 090 000 000
Programme agricole Italie Sénégal - PAIS	16.400.000 EUROS	10 757 694 800
Assainissement Eaux usées Corniche Ouest	43.000.000 EUROS	5 000 000 000
Projet d'interconnexion électrique OMVG	43.000.000 EUROS	28 206 151 000
Essor du secteur privé par l'Education pour l'Emploi - ESP/EPE	20.000.000 \$CAN	9 800 000 000
Projet d'assistance alimentaire	490.000.000 YENS	2 300 000 000
		58 236 174 850

Au total, depuis la tenue du Groupe Consultatif pour le Sénégal en février 2014, soixante-treize (73) conventions de financement du PSE ont été conclues avec les Partenaires Techniques et Financiers pour un montant total de **1 303 milliards francs CFA**, représentant **35%** des engagements financiers nouveaux des PTF.

III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

III.1 Les comptes d'affectation spéciale

III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 31 mars 2015

Les recettes du 1^{er} trimestre 2015 s'élèvent à 15,698 milliards FCFA. Le niveau mensuel des recettes est passé de 5,186 milliards FCFA en janvier 2015 avec un nombre de cotisants de 77 326 agents à 5,275 milliards FCFA en fin mars avec un nombre de cotisants de 78 264 agents ; soit une légère hausse de 0,089 milliards FCFA et de 938 cotisants supplémentaires.

Tableau 11: Recettes du FNR et nombre de cotisants au premier trimestre 2015

Recettes du FNR	janvier		février		mars		Total des recettes cum (mds FCFA)
	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	
Montant /effectif	5,186	77 326	5,238	77 815	5,275	78 264	15,698

➤ **Les dépenses du FNR au 31 mars 2015**

En cumul, les dépenses s'élèvent à 19,468 milliards au 31 mars 2015. Le niveau mensuel des dépenses est passé de 6,413 milliards FCFA en janvier 2015 avec un nombre d'allocataires de 59 959 pensionnés à 6,582 milliards FCFA en fin mars 2015 avec un nombre d'allocataires de 60 471 pensionnés; soit une hausse nette de 0,169 milliard FCFA en dépenses et de 512 nouveaux allocataires.

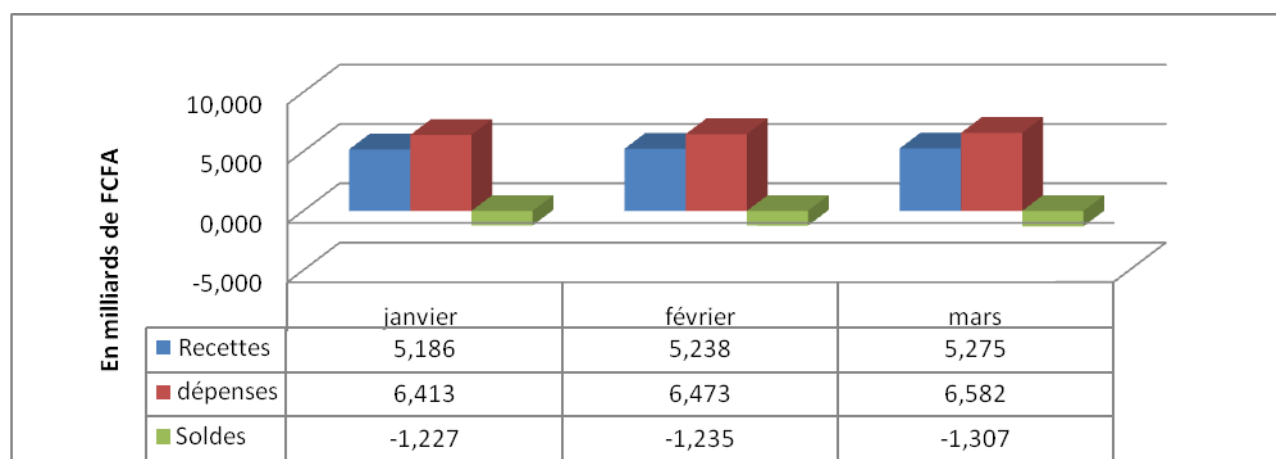
Tableau 12: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au premier trimestre 2015

Dépenses du FNR	janvier		février		mars		Total cumulé des dépenses (en milliards)
	Dépenses en (milliards FCFA)	Nombre d'allocataires	Dépenses en (milliards FCFA)	Nombre d'allocataires	Dépenses en (milliards FCFA)	Nombre d'allocataires	
Montant /effectif	6,413	59 959	6,473	60 195	6,582	60 471	19,468

➤ **Solde du FNR au 31 Mars 2015**

Les recettes du FNR au cours du premier trimestre de 2015 s'élèvent à 15,698 milliards FCFA tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à 19,468 milliards FCFA. Le déficit constaté au cours de cette période s'élève à 3,770 milliards contre 2,250 milliards FCFA pour la même période de 2014.

Graphique 5: Situation du FNR au premier trimestre 2015



III.1.2 Les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes cumulées, au 31 mars 2015, de l'ordre de 124,628 millions dont 7,75 millions pour frais de constitution des sociétés à participation publique et 116,878 millions pour la Caisse d'Encouragement à la Pêche. Par rapport à la même période 2014, ces recettes sont en forte baisse de 323,39 millions provenant surtout du fonds de la Caisse d'Encouragement à la Pêche.

Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent en revanche à 88,179 millions au même moment, soit un solde excédentaire au terme du premier trimestre de 36,448 millions.

III.2 Le compte de commerce

Le compte de commerce « opération des armées à caractère industriel et commercial » n'a enregistré ni dépenses ni recettes à fin mars 2015.

III.3 Les comptes de prêts

Globalement, les recettes issues du recouvrement des prêts communément appelés « prêts DMC » sont arrêtées à 1,861 milliard. Le montant des prêts accordés aux agents de l'Etat s'élève à 0,39 milliard pour la période sous revue. Ainsi, au titre des opérations du premier trimestre, les comptes de prêts restent créditeur de 1,470 milliards.

III.4 Les comptes d'avance

Les comptes d'avances sont restés inactifs sur la période sous revue.

III.5 Les comptes de garanties et d'avals

Les comptes de garanties et d'avals sont restés inactifs sur la période sous revue.

ANNEXE 3: Situation d'exécution des recettes budgétaires et son évolution au 1er semestre 2014 (en milliards)

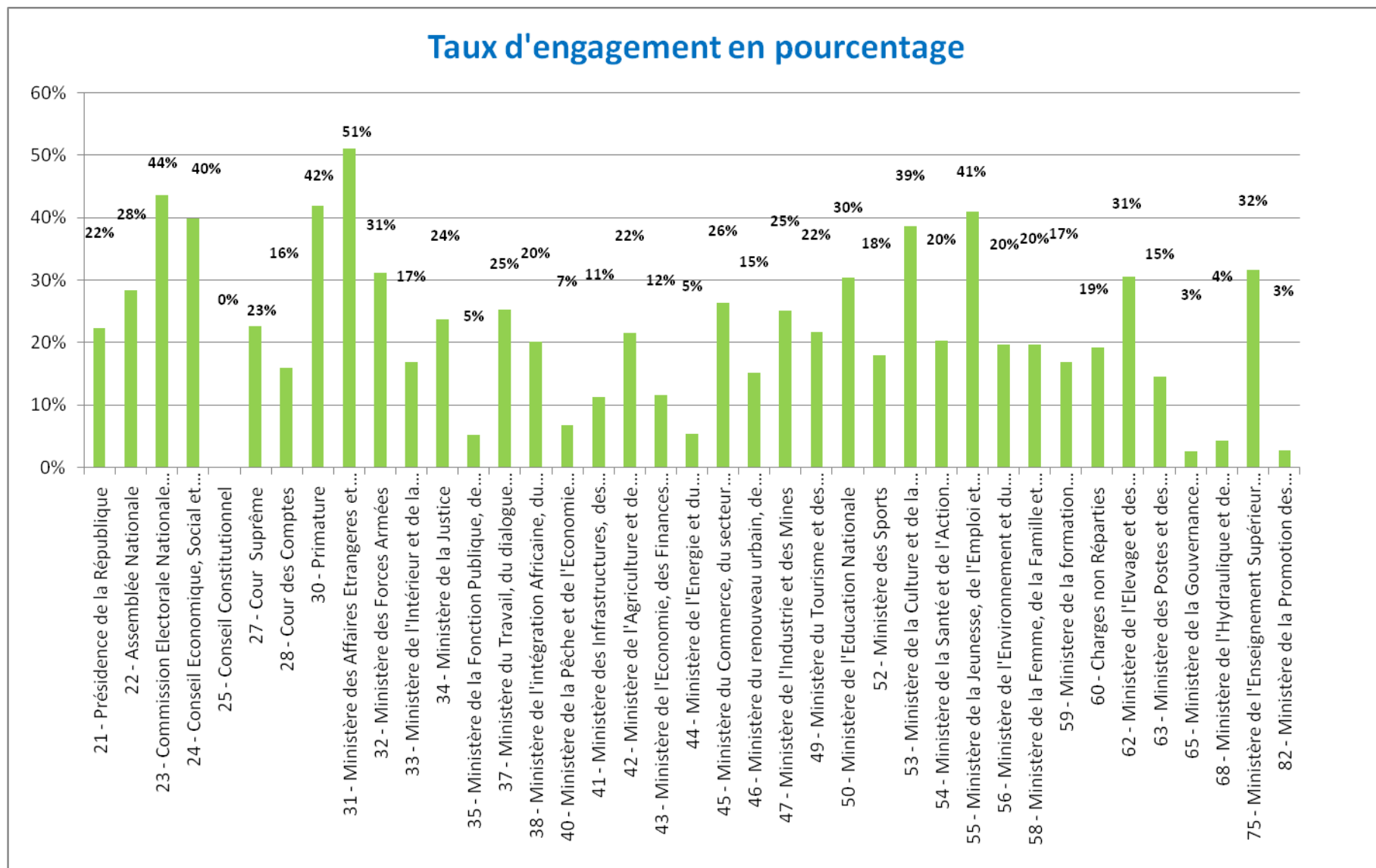
	mars-14	mars-15	Objectif	Ecart/obj.	Taux de réal.	Gliss. en %	Ecart en val.
DGID							
Impôts directs recouvrés par la DGID	101,9	126,1	112,2	14	112,4%	23,7%	24,2
Impôts sur les sociétés	31,6	45,4	35,3	10,1	128,6%	43,8%	13,8
Impôts sur les revenus hors CCAP	53,1	63,5	60,9	2,6	104,3%	19,7%	10,4
IRVM/IRCM	11,7	11,5	10,3	1,2	111,7%	-1,7%	-0,2
CFCE	4,7	5,1	5	0,1	102,0%	8,5%	0,4
Taxe de plus-value immobilière	0,9	0,6	0,7	-0,1	85,7%	-33,3%	-0,3
Taxe sur biens et services recouvr. DGID	89,4	93,8	105,1	-11,3	89,2%	4,9%	4,4
TVA intérieure hors pétrole	49,4	53,1	61,4	-8,3	86,5%	7,5%	3,7
TVA intérieure sur le pétrole	0,7	3,6	4,3	-0,7	83,7%	380,6%	2,9
Taxes opérations bancaires TOB	12,1	12	12,3	-0,3	97,6%	-0,8%	-0,1
Taxe spécifique hors pétrole	10,3	9,1	10,4	-1,3	87,5%	-11,7%	-1,2
Taxe spécifique sur le pétrole	13	12,3	13,1	-0,8	93,9%	-5,4%	-0,7
Taxe sur les véhicules (TAVE en 2013)	2,2	2,6	2,1	0,5	123,8%	18,2%	0,4
Taxe sur les contrats d'assurance	1,1	1	1,2	-0,2	83,3%	-9,1%	-0,1
CSMC	0,6	0,1	0,3	-0,2	33,3%		
Droits d'enregistrement et timbre	13,1	15,6	15	0,6	104,0%	19,0%	2,5
Droits d'enregistrement	9,3	11,3	11,1	0,2	101,8%	21,5%	2
Droits de timbre	3,8	4,3	3,9	0,4	110,3%	13,0%	0,5
Revenus du domaine	3,4	4,3	3	1,3	143,3%	26,5%	0,9
Prélèvement 1% CA télécom	0	0	0,4	-0,4	0		
TOTAL RECETTES DGID (hors FSIPP)	207,9	239,8	235,7	4,1	101,7%	15,3%	31,9
Montant FSIPP	2,4	10,2	6,7	3,5	1,52238806		7,8
TOTAL DGID y c. FSIPP	210,3	250	242,4	7,6	103,1%	18,9%	39,7
DGD							
TVA à l'import	59,9	57,1	74,5	-17,4	76,6%	-4,6%	-2,8
TVA import hors pétrole	44,4	39	55,7	-16,7	70,0%	-12,2%	-5,4
TVA import pétrole	15,4	18,1	18,8	-0,7	96,3%	17,0%	2,6
Droit de porte	40,8	43,6	49	-5,4	89,0%	7,0%	2,8
Droit de porte hors pétrole	37,4	40,3	43	-2,7	93,7%	7,6%	2,9
Droit de porte pétrole	3,3	3,3	6	-2,7	55,0%	7,6%	2,9
TOTAL DGD	100,6	100,7	123,5	-22,8	81,5%	0,1%	0,1
DGCPT (RGT)							
Retenues à la source CCAP	5,9	6,1	6,1	0	100,0%	3,4%	0,2
Dividendes	0	0	0	0			
Intérêts créditeurs	0,2	0,7	0,5	0,2	140,0%	250,0%	0,5
Redevances télécommunications	0	0	0	0			
Reliquats DPWORLD et SUNEOR	0	0	0	0			
Commission de transfert	0	0	0	0			
Recettes ARTP	0	0	0	0			
Autres recettes non fiscales	0,6	0,5	0,5	0	100,0%	-16,7%	-0,1
TOTAL DGCPT (y c. div. prod. fin. et red.)	6,7	7,3	7,1	0,2	102,8%	9,0%	0,6
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	317,6	358	373	-15	96,0%	12,7%	40,4

ANNEXE 4: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 31 mars 2015 en FCFA

LIBELLES	Cumulé au 30 juin 2014		
	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	15 698 000 000	19 468 000 000	-3 770 000 000
96.102 Frais de cont. des stes à particip. publique	7 750 000	6 931 936	818 064
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	116 878 390	81 248 032	35 630 358
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	0	0	0
Sous-total	15 822 628 390	19 556 179 968	-3 733 551 578
Comptes de commerce	0	0	
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.			
Sous-total	-	-	-
Comptes de prêts	0	0	
96.503 Prêts aux collectivités locales	0	0	
96.507 Prêts aux particuliers	1 861 221 243	390 715 152	1 470 506 091
Sous-total	1 861 221 243	390 715 152	1 470 506 091
Comptes d'avances			
96.605 Avances aux collectivités locales			
Sous-total			
Total CST	17 683 849 633	19 946 895 120	-2 263 045 487

Sources : DGCPPT sauf pour les données sur le FNR fournies par la DSPRV

ANNEXE 5: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 31 mars 2015 (hors dette et hors personnel)





SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé
21 - Présidence de la République	56 520 802 000	0	5 147 465 171	702 000 000	62 370 267 171	15 319 946 545	47 050 320 626	13 934 341 545	22	13 550 661 803	13 525 763 613	22	13 513 476 672	12 954 132 513	559 344 159
Dépenses de fonctionnement	9 488 045 000	0	883 924 303	0	10 371 969 303	2 141 666 266	8 230 303 037	1 639 161 266	16	1 261 981 524	1 237 083 334	12	1 232 083 334	674 383 300	557 700 034
Transferts courants	19 012 857 000	0	2 470 000 000	0	21 482 857 000	13 033 153 000	8 449 704 000	12 183 153 000	57	12 183 153 000	12 183 153 000	57	12 183 153 000	12 183 153 000	0
Investissements exécutés par l'état	472 900 000	0	450 000 000	702 000 000	1 624 900 000	43 185 816	1 581 714 184	13 185 816	1	6 685 816	6 685 816	0	6 308 402	4 954 544	1 353 858
Transfert en capital	27 047 000 000	0	1 343 540 868	0	28 390 540 868	85 000 000	28 305 540 868	85 000 000	0	85 000 000	85 000 000	0	85 000 000	85 000 000	0
Comptes Spéciaux du Trésor	500 000 000	0	0	0	500 000 000	16 941 463	483 058 537	13 841 463	3	13 841 463	13 841 463	3	6 931 936	6 641 669	290 267
22 - Assemblée Nationale	5 434 506 000	0	0	29 000 000	5 463 506 000	1 552 000 000	3 911 506 000	1 552 000 000	28	1 552 000 000	1 161 000 000	21	1 161 000 000	1 161 000 000	0
Transferts courants	4 934 506 000	0	0	0	4 934 506 000	1 173 000 000	3 761 506 000	1 173 000 000	24	1 173 000 000	782 000 000	16	782 000 000	782 000 000	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	29 000 000	529 000 000	379 000 000	150 000 000	379 000 000	72	379 000 000	379 000 000	72	379 000 000	379 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	1 600 983 000	0	0	0	1 600 983 000	700 000 000	900 983 000	700 000 000	44	700 000 000	700 000 000	44	700 000 000	500 000 000	200 000 000
Transferts courants	1 600 983 000	0	0	0	1 600 983 000	700 000 000	900 983 000	700 000 000	44	700 000 000	700 000 000	44	700 000 000	500 000 000	200 000 000
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	2 502 087 000	0	0	0	2 502 087 000	1 000 521 750	1 501 565 250	1 000 521 750	40	1 000 521 750	1 000 521 750	40	1 000 521 750	1 000 521 750	0
Transferts courants	2 002 087 000	0	0	0	2 002 087 000	500 521 750	1 501 565 250	500 521 750	25	500 521 750	500 521 750	25	500 521 750	500 521 750	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	155 330 000	0	0	0	155 330 000	0	155 330 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	110 830 000	0	0	0	110 830 000	0	110 830 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts courants	500 000	0	0	0	500 000	0	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	44 000 000	0	0	0	44 000 000	0	44 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
27 - Cour Suprême	846 063 000	0	0	0	846 063 000	192 350 750	653 712 250	192 350 750	23	192 350 750	192 350 750	23	192 350 750	192 350 750	0
Dépenses de fonctionnement	769 403 000	0	0	0	769 403 000	192 350 750	577 052 250	192 350 750	25	192 350 750	192 350 750	25	192 350 750	192 350 750	0
Transferts courants	1 660 000	0	0	0	1 660 000	0	1 660 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

26



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)* 100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé	Reste à Payer
Transfert en capital	75 000 000	0	0	0	0	75 000 000	0	75 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes	2 035 879 000	0	0	0	0	2 035 879 000	332 350 450	1 703 528 550	327 350 450	16	325 000 000	325 000 000	16	325 000 000	300 000 000	25 000 000
Dépenses de fonctionnement	242 879 000	0	0	0	0	242 879 000	32 350 450	210 528 550	27 350 450	11	25 000 000	25 000 000	10	25 000 000	0	25 000 000
Transferts courants	900 000 000	0	0	0	0	900 000 000	300 000 000	600 000 000	300 000 000	33	300 000 000	300 000 000	33	300 000 000	300 000 000	0
Investissements executés par l'état	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	793 000 000	0	0	0	0	793 000 000	0	793 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Primature	14 303 924 000	0	2 291 000 000	0	0	16 594 924 000	7 634 062 784	8 960 861 216	6 957 393 445	42	6 768 568 208	6 681 765 708	40	6 558 354 655	6 429 029 655	129 325 000
Dépenses de fonctionnement	3 143 224 000	0	0	0	0	3 143 224 000	1 220 078 034	1 923 145 966	643 408 695	20	454 583 458	367 780 958	12	244 369 905	238 044 905	6 325 000
Transferts courants	4 260 700 000	0	0	0	0	4 260 700 000	1 472 984 750	2 787 715 250	1 372 984 750	32	1 372 984 750	1 372 984 750	32	1 372 984 750	1 249 984 750	123 000 000
Transfert en capital	6 900 000 000	0	2 291 000 000	0	0	9 191 000 000	4 941 000 000	4 250 000 000	4 941 000 000	54	4 941 000 000	4 941 000 000	54	4 941 000 000	4 941 000 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Étranger	31 489 932 000	0	723 805 818	400 000 000	0	32 613 737 818	17 166 138 499	15 447 599 319	16 654 942 798	51	3 950 205 482	3 565 197 683	11	3 565 197 683	1 544 801 051	2 020 396 632
Dépenses de fonctionnement	21 329 298 000	0	679 791 818	0	0	22 009 089 818	13 267 056 729	8 742 033 089	12 891 064 528	4	612 617 996	227 610 197	1	227 610 197	194 909 342	32 700 855
Transferts courants	5 710 634 000	0	44 014 000	0	0	5 754 648 000	2 972 790 986	2 781 857 014	2 837 587 486	49	2 837 587 486	2 837 587 486	49	2 837 587 486	1 349 891 709	1 487 695 777
Investissements executés par l'état	2 450 000 000	0	0	0	0	2 450 000 000	26 290 784	2 423 709 216	26 290 784	1	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	2 000 000 000	0	0	400 000 000	0	2 400 000 000	900 000 000	1 500 000 000	900 000 000	21	500 000 000	500 000 000	21	500 000 000	0	500 000 000
32 - Ministère des Forces Armées	55 899 662 000	0	1 864 000 000	21 500 000	0	57 785 162 000	18 163 127 120	39 622 034 880	18 085 290 824	31	17 782 123 502	17 779 973 502	31	17 656 769 966	9 879 874 289	7 776 895 677
Dépenses de fonctionnement	22 389 975 000	0	442 000 000	0	0	22 831 975 000	6 896 077 620	15 935 897 380	6 818 241 324	29	6 619 774 002	6 617 624 002	29	6 509 420 466	4 197 423 789	2 311 996 677
Transferts courants	2 359 687 000	0	252 000 000	0	0	2 611 687 000	1 082 424 500	1 529 262 500	1 082 424 500	41	1 082 424 500	1 082 424 500	41	1 067 424 500	972 450 500	94 974 000
Investissements executés par l'état	30 500 000 000	0	430 000 000	21 500 000	0	30 951 500 000	9 959 625 000	20 991 875 000	9 959 625 000	32	9 854 925 000	9 854 925 000	32	9 854 925 000	4 550 000 000	5 304 925 000
Transfert en capital	500 000 000	0	740 000 000	0	0	1 240 000 000	225 000 000	1 015 000 000	225 000 000	18	225 000 000	225 000 000	18	225 000 000	160 000 000	65 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé	Reste à Payer
Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000		0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	25 450 075 000		0	1 528 120 000	550 000 000	27 528 195 000	4 877 063 691	22 651 131 309	4 655 449 063	17	2 778 720 820	2 777 151 100	10	2 643 166 523	2 413 961 162	229 205 361
Dépenses de fonctionnement	6 250 075 000		0	1 328 120 000	0	7 578 195 000	1 125 257 021	6 452 937 979	919 642 393	12	731 176 320	729 606 600	10	596 072 023	396 103 662	199 968 361
Transferts courants	4 000 000 000		0	0	0	4 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	50	2 000 000 000	2 000 000 000	50	2 000 000 000	2 000 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	13 980 000 000		0	0	0	13 980 000 000	1 751 806 670	12 228 193 330	1 735 806 670	12	47 544 500	47 544 500	0	47 094 500	17 857 500	29 237 000
Transfert en capital	1 020 000 000		0	200 000 000	550 000 000	1 770 000 000	0	1 770 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes Spéciaux du Trésor	200 000 000		0	0	0	200 000 000	0	200 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Ministère de la Justice	8 835 801 000		0	0	0	8 835 801 000	2 234 995 899	6 600 805 101	2 095 066 805	24	1 423 542 070	1 421 263 195	16	1 329 469 807	1 175 565 380	153 904 427
Dépenses de fonctionnement	5 291 939 000		0	0	0	5 291 939 000	1 194 599 175	4 097 339 825	1 054 670 081	20	533 309 123	531 030 248	10	439 236 860	285 332 433	153 904 427
Transferts courants	1 543 862 000		0	0	0	1 543 862 000	845 147 000	698 715 000	845 147 000	55	845 147 000	845 147 000	55	845 147 000	845 147 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 954 000 000		0	0	0	1 954 000 000	195 249 724	1 758 750 276	195 249 724	10	45 085 947	45 085 947	2	45 085 947	45 085 947	0
Transfert en capital	46 000 000		0	0	0	46 000 000	0	46 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des	750 089 000		0	0	0	750 089 000	63 928 972	686 160 028	39 928 972	5	34 651 600	34 651 600	5	30 901 600	0	30 901 600
Dépenses de fonctionnement	375 089 000		0	0	0	375 089 000	63 928 972	311 160 028	39 928 972	11	34 651 600	34 651 600	9	30 901 600	0	30 901 600
Transferts courants	65 000 000		0	0	0	65 000 000	0	65 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	310 000 000		0	0	0	310 000 000	0	310 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
37 - Ministère du Travail, du dialogue	960 790 000		0	25 500 000	35 000 000	1 021 290 000	258 526 095	762 763 905	258 526 095	25	168 201 508	163 564 759	16	144 863 501	141 395 147	3 468 354
Dépenses de fonctionnement	245 870 000		0	0	0	245 870 000	72 803 999	173 066 001	72 803 999	30	24 780 557	24 655 557	10	6 715 815	3 454 015	3 261 800
Transferts courants	269 920 000		0	15 000 000	0	284 920 000	100 000 000	184 920 000	100 000 000	35	100 000 000	100 000 000	35	100 000 000	100 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	445 000 000		0	10 500 000	0	455 500 000	50 722 096	404 777 904	50 722 096	11	8 420 951	3 909 202	1	3 147 686	2 941 132	206 554

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT			
	Budget	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé	Reste à Payer
Transfert en capital	0	0	0	0	35 000 000	35 000 000	35 000 000	0	35 000 000	100	35 000 000	35 000 000	100	35 000 000	35 000 000	0
38 - Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la	774 000 000	0	0	0	1 074 000 000	216 388 682	857 611 318	216 388 682	20	152 636 700	146 636 754	14	133 138 050	84 861 287	48 276 763	
Dépenses de fonctionnement	260 000 000	0	0	0	560 000 000	92 400 971	467 599 029	92 400 971	17	70 425 999	64 426 053	12	60 927 259	32 956 208	27 971 051	
Investissements exécutés par l'état	514 000 000	0	0	0	514 000 000	123 987 711	390 012 289	123 987 711	24	82 210 701	82 210 701	16	72 210 791	51 905 079	20 305 712	
40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	6 715 446 000	0	0	0	6 715 446 000	457 282 912	6 258 163 088	456 892 939	7	259 087 624	255 970 114	4	181 032 080	151 535 906	29 496 174	
Dépenses de fonctionnement	556 999 000	0	0	0	556 999 000	125 043 640	431 955 360	125 043 640	22	75 151 030	72 033 520	13	53 129 297	35 219 953	17 909 344	
Transferts courants	183 447 000	0	0	0	183 447 000	10 187 000	173 260 000	10 187 000	6	10 187 000	10 187 000	6	9 163 000	9 163 000	0	
Investissements exécutés par l'état	1 304 000 000	0	0	0	1 304 000 000	205 750 264	1 098 249 736	205 360 291	16	57 447 586	57 447 586	4	37 491 751	31 396 306	6 095 445	
Transfert en capital	3 721 000 000	0	0	0	3 721 000 000	0	3 721 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes Spéciaux du Trésor	950 000 000	0	0	0	950 000 000	116 302 008	833 697 992	116 302 008	12	116 302 008	116 302 008	12	81 248 032	75 756 647	5 491 385	
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du	87 561 231 000	0	0	0	90 086 231 000	10 257 173 905	79 829 057 095	10 226 173 905	11	10 220 287 413	10 220 287 413	11	10 218 242 593	10 214 982 253	3 260 340	
Dépenses de fonctionnement	290 231 000	0	0	0	290 231 000	54 714 345	235 516 655	48 714 345	17	45 827 413	45 827 413	16	43 782 593	40 522 253	3 260 340	
Transferts courants	250 000 000	0	0	0	250 000 000	75 000 000	175 000 000	75 000 000	30	75 000 000	75 000 000	30	75 000 000	75 000 000	0	
Investissements exécutés par l'état	1 166 000 000	0	0	25 000 000	1 191 000 000	40 499 560	1 150 500 440	15 499 560	1	12 500 000	12 500 000	1	12 500 000	12 500 000	0	
Transfert en capital	85 855 000 000	0	0	2 500 000 000	88 355 000 000	10 086 960 000	78 268 040 000	10 086 960 000	11	10 086 960 000	10 086 960 000	11	10 086 960 000	10 086 960 000	0	
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	70 516 879 000	0	0	0	70 516 879 000	15 204 743 986	55 312 135 014	15 192 142 211	22	15 074 051 262	15 073 591 262	21	15 024 187 416	10 792 059 576	4 232 127 840	
Dépenses de fonctionnement	1 089 753 000	0	0	0	1 089 753 000	266 851 057	822 901 943	258 248 892	24	158 657 373	158 197 373	15	110 600 744	83 562 795	27 037 949	
Transferts courants	20 607 126 000	0	0	0	20 607 126 000	5 856 712 371	14 750 413 629	5 856 712 371	28	5 856 712 371	5 856 712 371	28	5 856 712 371	3 620 083 098	2 236 629 273	
Investissements exécutés par l'état	2 785 000 000	0	0	0	2 785 000 000	71 835 904	2 713 164 096	67 836 294	2	49 336 864	49 336 864	2	47 529 647	42 269 029	5 260 618	
Transfert en capital	46 035 000 000	0	0	0	46 035 000 000	9 009 344 654	37 025 655 346	9 009 344 654	20	9 009 344 654	9 009 344 654	20	9 009 344 654	7 046 144 654	1 963 200 000	

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé
43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	143 198 383 000	0	4 728 594 090	7 923 045 268	155 850 022 358	18 207 595 199	137 642 427 159	18 058 347 267	12	17 218 470 819	17 163 488 597	11	16 722 457 110	12 631 516 449	4 090 940 661
Dépenses de fonctionnement	10 528 903 000	0	607 394 800	0	11 136 297 800	1 976 343 757	9 159 954 043	1 917 189 289	17	1 415 718 698	1 378 119 036	12	1 021 746 723	748 610 688	273 136 035
Transferts courants	5 228 880 000	0	131 990 000	0	5 360 870 000	1 368 820 500	3 992 049 500	1 368 820 500	26	1 368 820 500	1 368 820 500	26	1 326 320 500	1 326 320 500	0
Investissements exécutés par l'état	17 045 600 000	0	289 209 290	580 000 000	17 914 809 290	3 608 987 234	14 305 822 056	3 518 893 770	20	3 180 487 913	3 163 105 353	18	3 120 946 179	1 100 370 261	2 020 575 918
Transfert en capital	19 945 000 000	0	3 700 000 000	7 343 045 268	30 988 045 268	10 862 728 556	20 125 316 712	10 862 728 556	35	10 862 728 556	10 862 728 556	35	10 862 728 556	9 066 215 000	1 796 513 556
Comptes Spéciaux du Trésor	90 450 000 000	0	0	0	90 450 000 000	390 715 152	90 059 284 848	390 715 152	0	390 715 152	390 715 152	0	390 715 152	390 000 000	715 152
44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies	32 949 465 000	0	0	0	32 949 465 000	1 781 190 500	31 168 274 500	1 781 190 500	5	1 781 190 500	1 781 190 500	5	1 781 190 500	1 762 681 000	18 509 500
Dépenses de fonctionnement	876 784 000	0	0	0	876 784 000	15 197 000	861 587 000	15 197 000	2	15 197 000	15 197 000	2	15 197 000	0	15 197 000
Transferts courants	7 572 681 000	0	0	0	7 572 681 000	72 681 000	7 500 000 000	72 681 000	1	72 681 000	72 681 000	1	72 681 000	72 681 000	0
Investissements exécutés par l'état	7 130 205 000	0	0	0	7 130 205 000	3 312 500	7 126 892 500	3 312 500	0	3 312 500	3 312 500	0	3 312 500	0	3 312 500
Transfert en capital	17 369 795 000	0	0	0	17 369 795 000	1 690 000 000	15 679 795 000	1 690 000 000	10	1 690 000 000	1 690 000 000	10	1 690 000 000	1 690 000 000	0
45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la	6 887 946 000	0	110 000 000	2 000 000 000	8 997 946 000	2 371 238 522	6 626 707 478	2 371 238 522	26	2 335 540 110	2 327 540 450	26	2 317 889 687	2 314 692 957	3 196 730
Dépenses de fonctionnement	275 464 000	0	0	0	275 464 000	74 637 696	200 826 304	74 637 696	27	48 939 194	40 939 534	15	31 288 771	28 092 041	3 196 730
Transferts courants	1 480 482 000	0	60 000 000	0	1 540 482 000	389 684 250	1 150 797 750	389 684 250	25	389 684 250	389 684 250	25	389 684 250	389 684 250	0
Investissements exécutés par l'état	376 000 000	0	0	0	376 000 000	9 999 910	366 000 090	9 999 910	3	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	4 756 000 000	0	50 000 000	2 000 000 000	6 806 000 000	1 896 916 666	4 909 083 334	1 896 916 666	28	1 896 916 666	1 896 916 666	28	1 896 916 666	1 896 916 666	0
46 - Ministère du renouvellement urbain, de l'habitat et du cadre de vie	28 378 821 000	0	180 000 000	0	28 558 821 000	4 364 638 430	24 194 182 570	4 364 638 430	15	4 339 470 323	4 339 470 323	15	4 312 240 466	4 300 476 062	11 764 404
Dépenses de fonctionnement	373 321 000	0	0	0	373 321 000	70 638 430	302 682 570	70 638 430	19	45 470 323	45 470 323	12	20 740 466	8 976 062	11 764 404
Transferts courants	129 000 000	0	0	0	129 000 000	0	129 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	10 393 500 000	0	0	0	10 393 500 000	2 500 000	10 391 000 000	2 500 000	0	2 500 000	2 500 000	0	0	0	0
Transfert en capital	17 483 000 000	0	180 000 000	0	17 663 000 000	4 291 500 000	13 371 500 000	4 291 500 000	24	4 291 500 000	4 291 500 000	24	4 291 500 000	4 291 500 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé
47 - Ministère de l'Industrie et des Mines	21 247 588 000	0	40 000 000	0	21 287 588 000	5 349 541 105	15 938 046 895	5 349 541 105	25	5 240 998 524	5 231 267 552	25	5 187 761 022	5 172 046 309	15 714 713
Dépenses de fonctionnement	202 843 000	0	0	0	202 843 000	62 522 355	140 320 645	62 522 355	31	33 326 794	33 326 794	16	14 434 424	9 383 004	5 051 420
Transferts courants	1 226 745 000	0	0	0	1 226 745 000	353 223 750	873 521 250	353 223 750	29	353 223 750	353 223 750	29	353 223 750	353 223 750	0
Investissements exécutés par l'état	1 358 000 000	0	40 000 000	0	1 398 000 000	246 295 000	1 151 705 000	246 295 000	18	166 947 980	157 217 008	11	132 602 848	121 939 555	10 663 293
Transfert en capital	18 460 000 000	0	0	0	18 460 000 000	4 687 500 000	13 772 500 000	4 687 500 000	25	4 687 500 000	4 687 500 000	25	4 687 500 000	4 687 500 000	0
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	19 082 099 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000	21 082 099 000	4 630 809 127	16 451 289 873	4 598 930 127	22	4 592 333 660	4 592 333 660	22	4 589 432 739	4 574 994 180	14 438 559
Dépenses de fonctionnement	266 099 000	0	0	0	266 099 000	58 809 127	207 289 873	26 930 127	10	20 333 660	20 333 660	8	17 432 739	3 994 180	13 438 559
Transferts courants	986 000 000	0	1 000 000 000	0	1 986 000 000	196 000 000	1 790 000 000	196 000 000	10	196 000 000	196 000 000	10	196 000 000	196 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	80 000 000	0	0	0	80 000 000	1 000 000	79 000 000	1 000 000	1	1 000 000	1 000 000	1	1 000 000	0	1 000 000
Transfert en capital	17 750 000 000	0	0	1 000 000 000	18 750 000 000	4 375 000 000	14 375 000 000	4 375 000 000	23	4 375 000 000	4 375 000 000	23	4 375 000 000	4 375 000 000	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	140 860 602 000	0	473 938 248	1 200 000 000	142 534 540 248	43 709 794 726	98 824 745 522	43 471 119 424	30	23 816 160 418	23 759 912 290	17	20 563 201 128	16 901 326 920	3 661 874 208
Dépenses de fonctionnement	115 884 697 000	0	473 938 248	0	116 358 635 248	43 020 549 266	73 338 085 882	42 784 373 964	17	23 283 219 128	23 226 971 000	20	20 044 732 778	16 406 264 170	3 638 468 608
Transferts courants	5 009 905 000	0	0	0	5 009 905 000	156 062 750	4 853 842 250	156 062 750	3	156 062 750	156 062 750	3	156 062 750	152 312 750	3 750 000
Investissements exécutés par l'état	16 935 000 000	0	0	0	16 935 000 000	199 432 710	16 735 567 290	196 932 710	1	43 128 540	43 128 540	0	28 655 600	9 000 000	19 655 600
Transfert en capital	3 031 000 000	0	0	1 200 000 000	4 231 000 000	333 750 000	3 897 250 000	333 750 000	8	333 750 000	333 750 000	8	333 750 000	333 750 000	0
52 - Ministère des Sports	4 838 052 000	0	162 000 000	0	5 000 052 000	1 101 628 450	3 898 423 550	901 628 450	18	874 457 028	873 357 028	17	862 344 898	93 139 313	769 205 585
Dépenses de fonctionnement	1 587 777 000	0	81 000 000	0	1 668 777 000	275 305 175	1 393 471 825	75 305 175	5	48 133 753	47 033 753	3	36 021 623	12 139 313	23 882 310
Transferts courants	500 275 000	0	81 000 000	0	581 275 000	81 000 000	500 275 000	81 000 000	14	81 000 000	81 000 000	14	81 000 000	81 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 250 000 000	0	0	0	2 250 000 000	745 323 275	1 504 676 725	745 323 275	33	745 323 275	745 323 275	33	745 323 275	0	745 323 275
Transfert en capital	500 000 000	0	0	0	500 000 000	0	500 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé
53 - Ministère de la Culture et de la Communication	10 478 644 000	0	1 333 551 410	358 000 000	12 170 195 410	4 717 381 547	7 452 813 863	4 712 952 231	39	4 670 772 832	4 142 901 023	34	4 112 989 149	4 108 508 175	4 480 974
Dépenses de fonctionnement	346 868 000	0	70 000 000	0	416 868 000	87 672 747	329 195 253	83 243 431	20	41 064 032	37 084 023	9	21 186 149	16 705 175	4 480 974
Transferts courants	6 143 776 000	0	1 263 551 410	0	7 407 327 410	2 796 708 800	4 610 618 610	2 796 708 800	38	2 796 708 800	2 772 817 000	37	2 758 803 000	2 758 803 000	0
Investissements exécutés par l'état	580 000 000	0	0	0	580 000 000	0	580 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	3 408 000 000	0	0	358 000 000	3 766 000 000	1 833 000 000	1 933 000 000	1 833 000 000	49	1 833 000 000	1 333 000 000	35	1 333 000 000	1 333 000 000	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	69 413 842 000	0	326 000 000	663 370 353	70 403 212 353	14 317 154 536	56 086 057 817	14 301 929 536	20	9 883 714 661	9 882 027 126	14	9 198 676 472	8 658 735 587	539 940 885
Dépenses de fonctionnement	7 515 597 000	0	0	0	7 515 597 000	1 934 619 274	5 580 977 726	1 921 894 274	26	1 353 657 521	1 346 909 986	18	994 657 380	744 515 612	250 141 768
Transferts courants	34 123 245 000	0	0	0	34 123 245 000	7 420 770 801	26 702 474 199	7 420 770 801	22	7 420 770 801	7 420 770 801	22	7 420 770 801	7 367 560 801	53 210 000
Investissements exécutés par l'état	17 581 000 000	0	326 000 000	408 370 353	18 315 370 353	4 605 264 461	13 710 105 892	4 602 764 461	25	752 786 339	757 846 339	4	426 748 291	190 159 174	236 589 117
Transfert en capital	10 194 000 000	0	0	255 000 000	10 449 000 000	356 500 000	10 092 500 000	356 500 000	3	356 500 000	356 500 000	3	356 500 000	356 500 000	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction	6 061 109 000	0	300 000 000	0	6 361 109 000	2 732 120 974	3 628 988 026	2 614 709 050	41	2 445 456 853	2 444 941 853	38	2 430 730 663	2 401 170 378	29 560 285
Dépenses de fonctionnement	561 209 000	0	100 000 000	0	661 209 000	76 435 674	584 773 326	69 023 750	10	51 771 553	51 256 553	8	41 534 773	13 354 382	28 180 391
Transferts courants	1 499 900 000	0	0	0	1 499 900 000	706 475 000	793 425 000	706 475 000	47	706 475 000	706 475 000	47	706 475 000	706 475 000	0
Investissements exécutés par l'état	570 000 000	0	0	0	570 000 000	275 210 300	294 789 700	165 210 300	29	13 210 300	13 210 300	2	8 720 890	7 340 996	1 379 894
Transfert en capital	3 430 000 000	0	200 000 000	0	3 630 000 000	1 674 000 000	1 956 000 000	1 674 000 000	46	1 674 000 000	1 674 000 000	46	1 674 000 000	1 674 000 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	11 616 521 000	0	30 000 000	40 000 000	11 686 521 000	2 366 886 370	9 319 634 630	2 301 172 687	20	1 886 032 238	1 884 536 219	16	1 727 044 211	1 399 968 106	327 076 105
Dépenses de fonctionnement	3 315 231 000	0	0	0	3 315 231 000	916 358 470	2 398 872 530	883 348 264	26	685 449 474	683 998 815	21	585 908 463	361 717 049	224 191 414
Transferts courants	1 101 290 000	0	0	0	1 101 290 000	289 072 500	812 217 500	289 072 500	26	289 072 500	289 072 500	26	289 072 500	289 072 500	0
Investissements exécutés par l'état	5 183 000 000	0	0	0	5 183 000 000	687 955 400	4 495 044 600	655 251 923	13	438 010 264	437 964 904	8	378 563 248	275 678 557	102 884 691
Transfert en capital	2 017 000 000	0	30 000 000	40 000 000	2 087 000 000	473 500 000	1 613 500 000	473 500 000	23	473 500 000	473 500 000	23	473 500 000	473 500 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	6 730 069 000	0	376 311 880	0	7 106 380 880	1 661 511 065	5 444 869 815	1 397 511 065	20	1 078 967 742	1 067 745 371	15	669 278 952	641 727 152	27 551 800
Dépenses de fonctionnement	563 575 000	0	0	0	563 575 000	103 621 479	459 953 521	103 621 479	18	47 466 956	43 618 504	8	34 086 525	10 769 535	23 316 990
Transferts courants	1 096 494 000	0	0	0	1 096 494 000	547 032 000	549 462 000	283 032 000	26	283 032 000	283 032 000	26	283 032 000	283 032 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 011 200 000	0	368 311 880	0	2 379 511 880	356 657 586	2 022 854 294	356 657 586	15	94 268 786	86 894 867	4	63 160 427	58 925 617	4 234 810
Transfert en capital	3 058 800 000	0	8 000 000	0	3 066 800 000	654 200 000	2 412 600 000	654 200 000	21	654 200 000	654 200 000	21	289 000 000	289 000 000	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	18 824 850 000	0	0	1 018 434 379	19 843 284 379	3 374 188 956	16 469 095 423	3 365 844 916	17	3 210 035 749	3 090 345 249	16	2 906 137 546	2 641 661 340	264 476 206
Dépenses de fonctionnement	7 381 165 000	0	0	0	7 381 165 000	1 803 190 270	5 577 974 730	1 797 356 230	10	1 641 547 063	1 621 992 063	22	1 447 784 360	1 188 308 154	259 476 206
Transferts courants	1 864 685 000	0	0	0	1 864 685 000	885 458 000	979 227 000	882 948 000	47	882 948 000	782 812 500	42	782 812 500	782 812 500	0
Investissements exécutés par l'état	4 199 000 000	0	0	0	4 199 000 000	15 000 000	4 184 000 000	15 000 000	0	15 000 000	15 000 000	0	5 000 000	0	5 000 000
Transfert en capital	5 380 000 000	0	0	1 018 434 379	6 398 434 379	670 540 686	5 727 893 693	670 540 686	10	670 540 686	670 540 686	10	670 540 686	670 540 686	0
60 - Charges non Réparties	253 228 369 000	0	-21 365 286 617	0	231 863 082 383	44 606 807 041	187 256 275 342	44 532 207 041	19	38 205 249 656	38 205 249 656	16	37 353 595 629	36 546 302 038	807 293 591
Dépenses de fonctionnement	133 643 157 000	0	-10 736 903 041	0	122 906 253 959	30 574 209 546	92 332 044 413	30 499 609 546	25	24 172 652 161	24 172 652 161	20	23 320 998 134	22 531 571 165	789 426 969
Transferts courants	91 585 212 000	0	453 178 462	0	92 038 390 462	14 032 597 495	78 005 792 967	14 032 597 495	15	14 032 597 495	14 032 597 495	15	14 032 597 495	14 014 730 873	17 866 622
Investissements exécutés par l'état	28 000 000 000	0	-11 081 562 038	0	16 918 437 962	0	16 918 437 962	0	0	0	0	0	0	0	0
62 - Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	6 688 811 000	0	250 000 000	250 000 000	7 188 811 000	2 269 510 653	4 919 300 347	2 202 599 564	31	2 019 288 944	2 017 561 124	28	1 859 912 026	1 801 500 041	58 411 985
Dépenses de fonctionnement	909 215 000	0	0	0	909 215 000	133 629 392	775 585 608	109 202 619	12	49 856 956	49 129 136	5	36 953 985	13 026 172	23 927 813
Transferts courants	279 596 000	0	0	0	279 596 000	154 369 000	125 227 000	154 369 000	55	154 369 000	154 369 000	55	154 369 000	154 369 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 086 000 000	0	0	250 000 000	2 336 000 000	274 512 261	2 061 487 739	232 027 945	10	108 062 988	107 062 988	5	86 589 041	52 104 869	34 484 172
Transfert en capital	3 414 000 000	0	250 000 000	0	3 664 000 000	1 707 000 000	1 957 000 000	1 707 000 000	47	1 707 000 000	1 707 000 000	47	1 582 000 000	1 582 000 000	0
63 - Ministère des Postes et des Télécommunications	702 096 000	0	0	0	702 096 000	106 283 599	595 812 401	102 613 775	15	34 961 105	34 961 105	5	34 961 105	14 493 645	20 467 460
Dépenses de fonctionnement	191 096 000	0	0	0	191 096 000	51 096 670	139 999 330	47 426 846	25	20 467 460	20 467 460	11	20 467 460	0	20 467 460

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

GESTION :

2015

MOIS :

03-2015

à la date du 31/03/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)* 100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé
Investissements exécutés par l'état	511 000 000	0	0	0	511 000 000	55 186 929	455 813 071	55 186 929	11	14 493 645	14 493 645	3	14 493 645	14 493 645	0
65 - Ministère de la Gouvernance	42 372 973 000	0	150 000 000	8 320 000 000	50 842 973 000	2 862 392 874	47 980 580 126	1 362 392 874	3	1 336 829 518	1 335 154 443	3	1 325 420 094	1 308 796 184	16 623 910
Locale, du Développement et de															
Dépenses de fonctionnement	259 402 000	0	0	0	259 402 000	50 102 329	209 299 671	50 102 329	19	39 530 873	39 302 013	15	29 567 664	22 943 754	6 623 910
Transferts courants	20 613 571 000	0	0	0	20 613 571 000	109 000 000	20 504 571 000	109 000 000	1	109 000 000	109 000 000	1	109 000 000	109 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	446 000 000	0	150 000 000	0	596 000 000	29 290 545	566 709 455	29 290 545	5	14 298 645	12 852 430	2	12 852 430	2 852 430	10 000 000
Transfert en capital	21 054 000 000	0	0	8 320 000 000	29 374 000 000	2 674 000 000	26 700 000 000	1 174 000 000	4	1 174 000 000	1 174 000 000	4	1 174 000 000	1 174 000 000	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de	28 555 803 000	0	0	0	28 555 803 000	1 298 053 919	27 257 749 081	1 263 053 919	4	1 231 637 234	1 231 637 234	4	1 176 265 824	1 113 650 309	62 615 515
L'Assainissement															
Dépenses de fonctionnement	238 981 000	0	0	0	238 981 000	51 542 300	187 438 700	51 542 300	22	39 124 567	39 124 567	16	35 688 157	13 572 642	22 115 515
Transferts courants	703 822 000	0	0	0	703 822 000	308 911 000	394 911 000	308 911 000	44	308 911 000	308 911 000	44	258 911 000	258 911 000	0
Investissements exécutés par l'état	8 300 000 000	0	0	0	8 300 000 000	120 933 952	8 179 066 048	85 933 952	1	66 935 000	66 935 000	1	65 000 000	24 500 000	40 500 000
Transfert en capital	19 313 000 000	0	0	0	19 313 000 000	816 666 667	18 496 333 333	816 666 667	4	816 666 667	816 666 667	4	816 666 667	816 666 667	0
75 - Ministère de l'Enseignement	116 425 430 000	0	0	1 885 000 000	118 310 430 000	37 696 192 861	80 614 237 139	37 605 192 861	32	37 244 158 124	37 231 392 236	31	37 206 882 236	35 870 802 156	1 336 080 080
Supérieur et de la Recherche															
Dépenses de fonctionnement	2 599 972 000	0	0	0	2 599 972 000	105 491 020	2 494 480 980	104 491 020	4	44 800 000	44 800 000	2	43 300 000	3 800 000	39 500 000
Transferts courants	93 255 458 000	0	0	0	93 255 458 000	29 627 615 000	63 627 843 000	29 537 615 000	32	29 537 615 000	29 525 735 000	32	29 525 735 000	28 230 431 000	1 295 304 000
Investissements exécutés par l'état	12 415 000 000	0	0	0	12 415 000 000	328 086 841	12 086 913 159	328 086 841	3	26 743 124	25 857 236	0	2 847 236	1 571 156	1 276 080
Transfert en capital	8 155 000 000	0	0	1 885 000 000	10 040 000 000	7 635 000 000	2 405 000 000	7 635 000 000	76	7 635 000 000	7 635 000 000	76	7 635 000 000	7 635 000 000	0
82 - Ministère de la Promotion des	15 127 048 000	0	0	0	15 127 048 000	419 950 687	14 707 097 313	419 950 687	3	395 083 697	395 083 697	3	386 129 031	384 329 032	1 799 999
investissements, des partenariats et															
Dépenses de fonctionnement	139 970 000	0	0	0	139 970 000	52 506 437	87 463 563	52 506 437	38	27 639 447	27 639 447	20	18 684 781	16 884 782	1 799 999
Transferts courants	4 987 078 000	0	0	0	4 987 078 000	367 444 250	4 619 633 750	367 444 250	7	367 444 250	367 444 250	7	367 444 250	367 444 250	0
Transfert en capital	10 000 000 000	0	0	0	10 000 000 000	0	10 000 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE

PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)

Ministère de l'Economie
et des Finances

Direction Générale des Finances

GESTION : 2015

MOIS : 03-2015

à la date du 31/03/15

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé (8)	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonnancé (11)	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé	Reste à Payer
Totaux (1)	1 356 022 000 000	0	0	28 895 350 000	1 384 917 350 000	295 575 473 181	1 089 341 876 819	289 623 524 265	21	239 773 420 227	238 056 785 939	17	231 102 213 534	203 578 588 052	27 523 625 482

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

35